

Monsieur le Président,

RFI est entrée dans sa quatrième semaine de grève contre un plan de suppression de 206 postes (22% des effectifs) et de 6 rédactions en langues étrangères, plan qui inclut des licenciements secs, contrairement à l'engagement du président Alain de Pouzilhac pris publiquement à son arrivée à RFI.

RFI est la seule entreprise publique où l'Etat licencie. L'Etat demande à France Télévisions et aussi à RFI de revenir à l'équilibre budgétaire. A France Télévisions, les dirigeants présentent un plan de départs volontaires jusqu'en 2012, à RFI un plan social pour 2009.

La direction de RFI rejette toutes les propositions de l'intersyndicale. Dans sa communication, à l'extérieur, Monsieur de Pouzilhac affiche une volonté de dialogue, mais de fait il ne vient pas négocier et RFI en est à sa 4<sup>e</sup> semaine de grève.

L'intersyndicale FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT demande à être reçue à l'Elysée, car Monsieur de Pouzilhac refuse la négociation sur le préavis de grève.

RFI et ses personnels n'ont pas démérité. RFI est une radio internationale de référence, de service public, écoutée par 46 millions d'auditeurs. Nous, salariés de RFI, désirons qu'elle le reste et même qu'elle se développe encore. N'oubliez pas que c'est la radio qu'écoutait Ingrid Betancourt dans la jungle colombienne.

Votre priorité est l'emploi, Monsieur le président. RFI a une mission de service public.

Il y a urgence. Recevez l'intersyndicale !

Paris \_\_\_\_\_

---